



Listes de contrôle



MANUEL PRATIQUE POUR LA RÉALISATION DES DROITS HUMAINS À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT DE LA RAPPORTEUSE SPÉCIALE, CATARINA DE ALBUQUERQUE

Listes de contrôle





Manuel pour la réalisation des droits humains à l'eau et à l'assainissement de la Rapporteuse spéciale de l'ONU, Catarina de Albuquerque

Texte : © Rapporteuse spéciale sur le droit à l'eau potable et à l'assainissement

Ce manuel est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution – Pas d'Utilisation Commerciale – Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 France.



Images : Toutes les images sont protégées par un droit d'auteur. Pour les détails relatifs aux droits d'auteur des différentes images, consultez la dernière page de chaque fascicule.

ISBN : 978-989-20-4980-9

Première publication au Portugal 2014.

Imprimé par : Precision Fototype, Bangalore, Inde

Avec le soutien de :



Table des matières

01. Cadres nationaux juridiques, réglementaires et politiques	5
02. Financement, budgétisation et suivi budgétaire	11
03. Planification des processus, prestataires de services, niveaux de services et règlements	15
04. Surveillance de la conformité avec les droits humains à l'eau et à l'assainissement	21
05. L'accès à la justice en cas de violations des droits humains à l'eau et à l'assainissement	25
06. Principes : Non-discrimination et égalité	31
07. Principes : Accès à l'information	35
08. Principes : Le droit à la participation	39
09. Principes : Durabilité et non-régression	43



01.

Liste de contrôle

**Cadres nationaux juridiques,
réglementaires et politiques**

Acteurs Etatiques

Constitution

	Oui	En cours	Non
Est-ce que la Constitution garantit les droits à l'eau et à l'assainissement comme des droits humains clairement définis pouvant être revendiqués par tous ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Est-ce que la Constitution garantit à l'égalité et à la non-discrimination le statut de principes juridiques prépondérants ? La Constitution contient-elle également le concept de mesures positives ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Le droit à un recours et /ou l'accès à la justice sont-ils consignés dans la Constitution ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Des organes de contrôles indépendants ont-ils été établis par la Constitution ? Ces organes sont-ils compétents pour entendre les plaintes individuelles ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Lois et / ou règlements

Remarque : Les éléments de la liste de contrôle peuvent se matérialiser dans des lois et / ou dans des règlements, en fonction du cadre constitutionnel ou juridique.

Les lois et /ou les règlements définissent-ils les droits humains à l'eau et à l'assainissement en se référant aux critères juridiques de disponibilité, d'accessibilité, de qualité, d'accessibilité physique ou économique et d'acceptabilité, tels que les garantit le droit international des droits humains, comme base fondamentale de ces droits ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les normes sont-elles régulièrement révisées et s'améliorent-elles progressivement au fil du temps ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
La définition de normes tient-elle compte des obstacles auxquels sont confrontées certaines personnes ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les normes prennent-elles en compte le type de service qui serait le plus efficace dans le contexte local ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Existe-t-il des exigences de construction et des règlements qui recouvrent les normes générales des infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement, telles que les toilettes dans les logements en location, ou la présence de toilettes séparées pour hommes et femmes dans les lieux publics ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Un organe de réglementation indépendant dont le fonctionnement repose sur les droits humains et chargé d'établir des normes basées sur le contenu juridique des droits humains à l'eau et à l'assainissement a-t-il été mis en place ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
L'Etat a-t-il pris des mesures pour réglementer l'approvisionnement en eau effectué par des vendeurs informels ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
L'Etat et / ou les fournisseurs permettent-ils aux ménages, quel que soit leur statut foncier, d'accéder aux services officiels d'approvisionnement en eau et d'assainissement ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Non-discrimination et égalité

Existe-t-il des lois et / ou des règlements qui interdisent, directement et indirectement, la discrimination et encouragent l'égalité de l'accès aux droits humains ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
---	-----------------------	-----------------------	-----------------------

Information

	Oui	En cours	Non
Existe-t-il des lois et / ou des règlements qui garantissent à tous les individus, y compris à ceux qui vivent loin des centres d'information et à ceux qui ne savent pas lire, l'accès à l'information concernant les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement, dans une langue qu'ils comprennent et sous une forme appropriée ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Participation

Existe-t-il des lois et / ou des règlements qui garantissent la réalisation d'une participation active, libre et significative avant qu'une décision ne soit arrêtée, y compris dans le processus de développement de toutes lois, règlements ou documents relevant du domaine politique ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les lois et / ou les règlements établissent-ils des règles précises sur la participation au sujet des infrastructures, des niveaux de service, des tarifications, ainsi que du fonctionnement et de la maintenance des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Obligation de rendre des comptes

Existe-t-il des mécanismes de recours efficaces au niveau du prestataire de services ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Existe-t-il dans le pays des organes quasi-judiciaires en mesure de résoudre les conflits ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les particuliers peuvent-ils faire valoir leurs droits contre l'Etat et contre les acteurs privés ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Des recours (comme les restitutions, les compensations, les assurances de non-répétition juridiquement contraignantes et les mesures correctives) sont-ils assurés par la loi ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les lois et / ou les règlements fournissent-ils des mécanismes assurant que les plaintes individuelles soient effectivement entendues et traitées rapidement ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Disponibilité

Si les personnes n'ont pas accès à un réseau d'approvisionnement en eau, les lois et / ou les règlements garantissent-ils à tous le droit d'utiliser les ressources naturelles pour les besoins domestiques et personnels ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les lois et / ou les règlements accordent-ils la priorité à l'utilisation de l'eau pour les besoins domestiques et personnels sur les autres usages ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
La définition juridique de l'assainissement comprend-elle non seulement l'installation de toilettes mais aussi la collecte, le transport, le traitement, l'évacuation ou la réutilisation des excréta humains ainsi que les dispositifs d'hygiène connexes ? Les règlements fournissent-ils une orientation pour veiller à la sûreté des constructions, à un nettoyage régulier et à une vidange des fosses ou d'autres systèmes servant à la collecte des excréta ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les lois et / ou les règlements expliquent-ils clairement ce que signifie « la disponibilité de l'eau et de l'assainissement » dans les lieux divers où les personnes passent beaucoup de temps, notamment les logements, les lieux de travail, les écoles et les crèches, les hôpitaux et les centres de soins, les prisons et les lieux publics ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les lois et / ou les règlements précisent-ils que les installations permettant le lavage des mains et les bonnes pratiques d'hygiène menstruelle pour les femmes et les jeunes filles doivent être disponibles au sein des écoles et autres institutions publiques ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les normes mentionnent-elles la quantité d'eau minimale devant être mise à disposition et la longueur maximale autorisée d'une interruption de services ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Accessibilité	
	Oui En cours Non
Les lois et / ou les règlements tiennent-ils compte de la distance et du temps maximum nécessaires pour atteindre l'emplacement de l'infrastructure afin de garantir la sécurité physique des usagers ? Ces normes prennent-elles en considération les obstacles rencontrés par certains individus et groupes ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
L'Etat et / ou les prestataires de services sont-ils tenus d'accorder aux ménages, quel que soit leur statut foncier, l'accès aux services officiels d'approvisionnement en eau et d'assainissement ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Qualité et sécurité	
Existe-t-il des lois et / ou des règlements assurant la protection de la qualité des ressources en eau, notamment en interdisant le déversement d'eaux usées ou de déchets et en interdisant formellement toute infiltration d'engrais, d'effluents industriels ou d'autres polluants dans les eaux souterraines ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Les règlements fixent-ils des normes sur la qualité de l'eau et sur le traitement des eaux usées et celles-ci s'appliquent-elles aux prestataires de services tant publics que privés ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Les normes de qualité de l'eau sont-elles fixées par rapport aux contextes nationaux et locaux, et tiennent-elles compte des agents contaminants présents uniquement dans certaines régions ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Existe-t-il des règlements concernant l'organisation de la collecte et de l'évacuation des eaux usées ménagères ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Accessibilité économique	
Les règlements fournissent-ils des mécanismes assurant l'accessibilité économique des services à tous, tout en tenant compte des coûts de raccordement, d'exploitation et de maintenance, et prévoient-ils des subventions, des dispenses de paiement et autres mécanismes afin de garantir cette accessibilité économique ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Les règlements accordent-ils aux usagers la possibilité de régler leurs arriérés ou de bénéficier des services gratuitement lorsqu'ils ne peuvent pas payer ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Existe-t-il un organe de réglementation indépendant dont le fonctionnement repose sur les droits humains et chargé de déterminer l'accessibilité économique aux services, notamment en fixant des tarifs ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Politiques	
Une politique générale en matière d'eau et d'assainissement est-elle en vigueur et comprend-elle les droits humains à l'eau et à l'assainissement ainsi que ses implications juridiques ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
La politique est-elle régulièrement révisée afin d'en dépister les effets discriminatoires ? Si leur présence est avérée, est-elle abrogée ou modifiée ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Les inégalités existantes dans le domaine de l'accès à l'eau et à l'assainissement font-elles actuellement l'objet d'évaluations ? Existe-t-il des programmes et des politiques qui se réfèrent aux indicateurs et aux repères afin d'évaluer à la fois les mesures entreprises et les résultats obtenus concernant l'élimination des inégalités dans la fourniture de services d'eau et d'assainissement ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Coninuation...	

Coninuation des politiques...	
	Oui En cours Non
Y a-t-il suffisamment d'infrastructures publiques, déjà existantes ou prévues, permettant aux personnes n'ayant pas d'accès domestique à l'eau et à l'assainissement d'y recourir à titre provisoire ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
L'Etat assure-t-il des mesures de sensibilisation à la possibilité d'obtenir des informations, notamment sur les services, la gestion et les infrastructures relatives à l'eau et à l'assainissement ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Existe-t-il des programmes et des politiques garantissant et encourageant la participation de toutes les parties prenantes ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Des documents relevant du cadre politique prévoient-ils une évaluation claire des normes actuelles relatives à l'accessibilité ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Existe-t-il des mécanismes ou des programmes destinés à former les autorités locales sur la gestion des budgets, des tarifications et sur l'exploitation et la maintenance des installations ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Y a-t-il une politique qui décrit les processus permettant de garantir la salubrité de l'eau ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Les personnes les plus démunies ont-elles été identifiées, et existe-t-il des programmes ciblés pour garantir leur accessibilité économique aux services d'approvisionnement en eau et d'assainissement ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Des documents relevant du cadre politique prévoient-ils des méthodes et des programmes pour sensibiliser la population et changer les comportements, surtout en ce qui concerne les pratiques d'hygiène ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Des documents relevant du cadre politique fixent-ils des objectifs et des délais clairs en ce qui concerne la réalisation d'un niveau de services de base pour tous ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Des documents relevant du cadre politique fixent-ils des objectifs et des obligations claires en vue de respecter les normes générales d'acceptabilité ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Existe-t-il des politiques qui organisent des programmes de sensibilisation et d'éducation efficaces dans le but de mettre fin à des pratiques inacceptables telles que la vidange manuelle et l'exclusion des femmes de la vie quotidienne lors de leurs menstruations ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Existe-t-il des politiques qui prévoient une amélioration continue des services au fil du temps ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>



02. Liste de contrôle

**Financement, budgétisation et
suivi budgétaire**

Acteurs Etatiques

Gouvernements nationaux et infranationaux

	Oui	En cours	Non
Le gouvernement national affecte-t-il des budgets suffisants à l'eau et à l'assainissement afin de réaliser progressivement les droits humains à l'eau et à l'assainissement (dans le respect des critères de disponibilité, d'accessibilité physique et économique, de qualité et d'acceptabilité), de manière non-discriminatoire ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Lorsqu'un Etat ne dispose pas de ressources suffisantes pour réaliser les droits humains à l'eau et à l'assainissement, a-t-il activement recherché l'assistance et la coopération internationales ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les fonds que le gouvernement national consacre aux autorités infranationales sont-ils suffisants pour renforcer l'égalité d'accès à l'eau et à l'assainissement, et ciblent-ils en particulier les individus et groupes désavantagés au sein de différentes régions et groupes de population ? Existe-il des critères d'allocation de fonds aux gouvernements infranationaux ? Si oui, lesquels ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les gouvernements nationaux et infranationaux collaborent-ils pour garantir que les fonds affectés par les gouvernements nationaux aux projets et services concernant l'eau, l'assainissement et l'hygiène atteignent rapidement et dans leur intégralité les gouvernements infranationaux ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
L'Etat a-t-il rendu publiquement accessibles les budgets relatifs à l'eau, l'assainissement et l'hygiène ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
L'Etat a-t-il rendu possible une participation significative de la société civile aux discussions concernant l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des budgets ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
L'Etat a-t-il établi une norme d'accessibilité économique équitable, prenant en compte tous les aspects relatifs à l'eau, à l'assainissement et aux dispositifs d'hygiène connexes ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Informe-on le public des subventions, bourses et formules de remboursement existantes ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Ministère des Finances (ou de la planification, ou Banque Centrale)			
Les droits à l'eau et à l'assainissement bénéficient-ils au sein du budget national de la priorité qui leur est due ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Le ministère des Finances a-t-il révisé les budgets relatifs à l'eau et à l'assainissement pour déterminer si les allocations contribuent à la réalisation des droits à l'eau et à l'assainissement tout en promouvant la non-discrimination, la durabilité, la responsabilisation et la participation ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Au cours des cinq dernières années, des coupes budgétaires ont-elles affecté les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène ? Le cas échéant, les effets de ces coupes sur la réalisation des droits à l'eau et à l'assainissement des populations, et en particulier des individus et groupes désavantagés, ont-ils fait l'objet d'une évaluation ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Le ministre des Finances, ou en l'occurrence, le ministère de tutelle compétent a-t-il attribué les fonds nécessaires pour accorder des subventions aux personnes dans l'incapacité de payer les charges et coûts relatifs à l'accès aux services d'approvisionnement en eau et d'assainissement ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les fonds relatifs à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène ont-ils été débloqués pour les ministères de tutelle et gouvernements infranationaux dans leur totalité et dans les délais voulus ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Ministères de tutelle

	Oui	En cours	Non
Les structures tarifaires et/ou subventions sont-elles conçues de telle sorte que les individus ou groupes désavantagés aient accès à une quantité suffisante d'eau et aux installations d'assainissement, indépendamment de leur capacité à payer ces services ? L'accessibilité économique est-elle garantie aux ménages à revenus faibles ou moyens, les structures tarifaires ne dépassant pas un certain pourcentage du revenu des ménages ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les budgets consacrés à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène semblent-ils être équilibrés entre les frais d'infrastructure d'une part, et ceux d'exploitation et de maintenance d'autre part, de manière à assurer la durabilité des systèmes existants ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les ministères de tutelle ont-ils fourni suffisamment d'informations sur la répartition du budget, permettant de discerner la part allouée à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène, et dans quels buts ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Donateurs			
L'aide fournie par les donateurs ou agences de développement est-elle conforme aux principes de non-discrimination, de durabilité, de responsabilisation et de participation ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
L'aide fournie par les donateurs ou agences de développement est-elle intégrée aux budgets nationaux et infranationaux, ou du moins mentionnée par ceux-ci ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Si le financement des donateurs n'est ni compris ni mentionné dans les budgets nationaux et infranationaux, l'aide qu'il procure complète-t-elle les politiques et plans du gouvernement du pays bénéficiaire ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Le donateur ou l'agence de développement ont-ils envisagé d'accorder une plus grande priorité aux secteurs de l'eau et de l'assainissement ? S'ils fournissent déjà un tel soutien, ont-ils envisagé d'affecter une plus grande partie de leur contribution à l'exploitation, la maintenance et le renforcement de capacités ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Le donateur ou l'agence de développement mettent-ils à disposition du public des informations sur leur aide relative à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Le donateur ou l'agence de développement fournissent-ils des conseils aux Etats bénéficiaires pour faire en sorte que les budgets de ceux-ci soient en accord avec leurs obligations en matière de droits humains ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les fonds relatifs à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène ont-ils été débloqués et dépensés dans leur totalité et dans les délais voulus ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Institution supérieure de contrôle des finances publiques			
Existe-t-il une institution supérieure de contrôle des finances publiques, et celle-ci dispose-t-elle de ressources financières et humaines suffisantes pour assurer son fonctionnement ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Dans son audit des budgets gouvernementaux, l'institution supérieure de contrôle des finances publiques se réfère-t-elle explicitement au cadre relatif aux droits humains ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Quel est le suivi et quelles sont les conséquences des conclusions de l'audit de l'institution supérieure de contrôle des finances publiques ? Quel est le taux de conformité de l'Etat avec les recommandations de l'institution supérieure de contrôle des finances publiques ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Société civile			
La société civile dispose-t-elle de stratégies de renforcement des capacités dans les domaines de la budgétisation et du suivi du budget ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les Etats prennent-ils des dispositions relatives au suivi budgétaire par la société civile, et prennent-ils note des conclusions ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>



03. Liste de contrôle

**Planification des processus,
prestataires de services, niveaux de
services et règlements**

Institutions étatiques nationales, régionales et locales

Planification	
	Oui En cours Non
Les processus de planification nationaux et locaux sont-ils transparents et ouverts à la participation publique ? Les individus et groupes défavorisés, marginalisés et vulnérables peuvent-ils participer pleinement à la prise de décisions concernant leurs services ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Les études de référence et de faisabilité sont-elles participatives et peuvent-elles être consultées ? Est-ce que les études de référence identifient les individus et groupes les plus défavorisés ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Les études de référence et de faisabilité tiennent-elles compte des critères d'accessibilité physique et économique, d'adaptabilité et d'acceptabilité ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Existe-t-il des informations détaillées sur les niveaux de services dans les quartiers informels ainsi que sur les types de prestataires de services ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Les objectifs sont-ils fixés par le biais de processus inclusifs, et les individus et groupes ciblés disposent-ils d'informations suffisantes ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Les plans d'action locaux et / ou nationaux prévoient-ils des objectifs spécifiques pour les groupes défavorisés ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Les objectifs comprennent-ils la planification et le financement de la maintenance et de l'exploitation afin d'assurer la durabilité économique et environnementale ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Les responsabilités des différents acteurs à chaque étape du processus de planification sont-elles clairement définies ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Les utilisateurs actuels et futurs sont-ils associés aux processus de planification ? Peuvent-ils influencer les résultats ? Cela accroît-il leur compréhension et leur utilisation des services ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Renforcement des capacités	
A-t-on mis en place des programmes pour augmenter les capacités en termes d'exploitation et de maintenance de l'infrastructure, dont un accès à l'information relative aux acteurs responsables de l'exploitation et de la maintenance ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Sensibilisation	
Le gouvernement lutte-t-il contre les tabous entourant l'hygiène menstruelle et l'assainissement ? Par quels moyens ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
A-t-on mis en place des programmes pour sensibiliser la population aux bonnes pratiques d'hygiène ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>

Règlements

	Oui En cours Non
Le cadre réglementaire inclut-il la fourniture de services non étatiques ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Ce cadre prévoit-il des règles sur l'utilisation des profits dégagés par les services d'eau et d'assainissement ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Les prestataires de services informels, et notamment les organisations de la société civile, sont-ils réglementés ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>

Contrats

Les contrats entre les Etats et les fournisseurs de services respectent-ils pleinement les normes relatives aux droits humains ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Les contrats définissent-ils clairement les responsabilités des prestataires de services en termes de droits humains, de même que les normes et objectifs à respecter dans l'immédiat et à long terme ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Les contrats prévoient-ils un taux de couverture des services pour éliminer les inégalités dans l'accès à l'eau et à l'assainissement ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Les critères de participation, l'accès à l'information, le renforcement des capacités et des normes de qualité de l'eau sont-ils stipulés de manière suffisamment détaillée dans les contrats ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>

Coupages d'alimentation en eau

A-t-on établi des règlements clairs et efficaces sur la manière dont les coupures d'alimentation par les prestataires peuvent être effectuées en conformité avec les droits humains à l'eau et à l'assainissement ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
A-t-on mis en place des systèmes administratifs et judiciaires efficaces pour permettre aux intéressés de remettre en cause les coupures et de bénéficier de solutions adéquates ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>

Anti-corruption

Existe-t-il des règles et règlements contre la corruption ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
A-t-on mis en place des mesures à l'intention du public, comme l'accès à des informations sur les responsabilités des prestataires de services ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Continuation...	

Prestataires de services

	Oui	En cours	Non
Le public a-t-il accès à des informations officielles sur la couverture existante des services d'eau et d'assainissement ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
A-t-on évalué les lacunes existantes en termes de fourniture de services et les besoins à prendre en compte pour étendre l'accès aux services ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
A-t-on identifié les régions, les zones de peuplement ou les secteurs de la population nécessitant une aide spécifique ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Donateurs

Les institutions financières internationales réalisent-elles des études d'impact sur les droits humains de leurs politiques, projets et programmes depuis leur formulation jusqu'à leur mise en œuvre avancée ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Ces études d'impact sont-elles publiques et participatives ? Se concentrent-elles en particulier sur les groupes défavorisés et vulnérables ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Veille-t-on à ne pas conditionner les prêts ou les allègements de dettes à la mise en œuvre de politiques de privatisation ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>



04. Liste de contrôle

**Surveillance de la conformité avec
les droits humains à l'eau et à
l'assainissement**

Généralités	
	Oui En cours Non
L'Etat a-t-il élaboré des indicateurs pour surveiller la réalisation des droits humains à l'eau et à l'assainissement ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Existe-t-il une institution chargée de surveiller la disponibilité de l'eau et de l'assainissement aux niveaux nationaux et locaux ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Existe-t-il une institution chargée de surveiller l'accessibilité à l'eau et aux infrastructures d'assainissement, y compris pour ceux qui rencontrent des obstacles à cet accès, comme les individus et groupes marginalisés ou exclus, les personnes handicapées, les personnes jeunes et âgées ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Existe-t-il une institution chargée de surveiller l'accès à l'eau et à l'assainissement dans les lieux autres que le domicile : au travail, à l'école, dans les établissements de santé, dans les espaces publics, ainsi que pour les personnes vivant dans des lieux où ils n'ont aucun contrôle sur cet accès, tels que les prisons ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Existe-t-il une institution chargée de surveiller l'accès aux services au niveau des ménages ? La surveillance de l'accès au sein du ménage tient-elle compte des personnes souffrant de maladies chroniques et stigmatisées comme le sida ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Existe-t-il une institution chargée de surveiller la qualité de l'eau ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Existe-t-il une institution chargée de surveiller la qualité de la fourniture de l'assainissement ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
La surveillance inclut-elle la disponibilité des services d'eau et d'assainissement ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Existe-t-il une institution chargée de surveiller l'accessibilité économique des services d'eau et d'assainissement ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Existe-t-il une institution chargée de surveiller l'acceptabilité des infrastructures relatives à l'eau et à l'assainissement ? A-t-on mis en place des approches participatives concernant la surveillance ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Existe-t-il une institution chargée de surveiller la durabilité des nouvelles infrastructures relatives à l'eau et à l'assainissement ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Existe-t-il une institution chargée de surveiller les inégalités ? Les groupes et / ou les individus les plus défavorisés et exclus ont-ils été identifiés ? Des données ventilées sont-elles disponibles ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
A-t-on comparé le taux de la population la plus démunie avec le taux de la population la plus favorisée afin d'évaluer la disparité ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
A-t-on déterminé le taux de progression nécessaire pour les groupes les plus démunis et pour les groupes les plus favorisés afin d'atteindre l'objectif visé ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>

Détails	
Etats	
	Oui En cours Non
Le gouvernement a-t-il accepté les recommandations relatives aux droits humains à l'eau et à l'assainissement issues du rapport des organes conventionnels et de l'Examen périodique universel ? A-t-il entrepris des mesures pour les mettre en œuvre ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Existe-t-il un régulateur indépendant pour soutenir le travail de surveillance des droits humains à l'eau et à l'assainissement ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Existe-t-il une institution nationale indépendante des droits de l'homme pour soutenir le travail de surveillance des droits humains à l'eau et à l'assainissement ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Donateurs	
Les donateurs surveillent-ils la conformité de leurs propres projets avec les droits humains à l'eau et à l'assainissement ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Les donateurs surveillent-ils la conformité des politiques et les plans des Etats bénéficiaires avec les droits humains à l'eau et à l'assainissement ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Avant d'investir dans la construction d'infrastructures relatives à l'eau et à l'assainissement, a-t-on tenu compte des coûts de fonctionnement et de maintenance de ces infrastructures ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Institutions nationales des droits de l'homme	
L'institution nationale des droits de l'homme surveille-t-elle la réalisation des droits humains à l'eau et à l'assainissement ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
L'institution nationale des droits de l'homme joue-t-elle un rôle de sensibilisation et renforce-t-elle la compréhension vis-à-vis des droits humains à l'eau et à l'assainissement au sein de la population ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
L'institution nationale des droits de l'homme soutient-elle les droits humains à l'eau et à l'assainissement avec le gouvernement aux niveaux local et national et renforce-t-elle les systèmes d'obligation de rendre compte ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Prestataires de services	
Les prestataires de services surveillent-ils leur conformité avec les droits humains à l'eau et à l'assainissement (Cf. Généralités) ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
La qualité des infrastructures et des services d'assainissement est-elle surveillée ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Les prestataires de services informels reçoivent-ils un soutien de la part des autorités / de l'Etat pour assurer leurs tâches de surveillance ? funciones de seguimiento?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Les comités locaux de points d'eau, pour autant qu'il y en ait, prennent-ils en charge des fonctions de surveillance ? Comment l'Etat soutient-ils leurs activités de surveillance ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Société civile	
La société civile surveille-t-elle les inégalités ? A-t-elle identifié les groupes et / ou les individus les plus défavorisés et exclus ? Recueille-t-elle des données ventilées ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Surveille-t-elle les droits humains à l'eau et à l'assainissement dans les habitats informels ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>



05. Liste de contrôle

**L'accès à la justice en cas de violations
des droits humains à l'eau et à
l'assainissement**

Institutions étatiques

	Oui	En cours	Non
Des recours juridiques existent-ils en cas de violations des droits économiques, sociaux et culturels ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les informations relatives aux droits légaux et aux possibilités de les appliquer sont-elles disponibles ? Les gouvernements sont-ils proactifs dans leur information du public concernant les droits humains, y compris les droits à l'eau et à l'assainissement ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Le gouvernement fait-il en sorte que des recours soient financièrement accessibles ? Existe-il des aides au financement de l'aide juridique ? Les gouvernements allouent-ils des ressources financières et humaines adéquates afin de garantir la qualité des services juridictionnels ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Le gouvernement veille-t-il à ce qu'aucune commission illicite ne soit réclamée ou versée en amont de la recherche d'un recours ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Le gouvernement fournit-il une aide juridique afin de guider les plaignants à travers la jungle des procédures et des délais ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Le gouvernement prend-il des mesures particulières pour garantir aux migrants, qui connaissent mal le système juridique du pays d'accueil et redoutent éventuellement d'être expulsés, un accès significatif aux tribunaux et autres procédures pour défendre leurs droits ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les institutions étatiques proposent-elles des formations sur les normes juridiques relatives aux droits économiques sociaux et culturels ? Le droit international relatif aux droits humains figure-t-il au programme des écoles de droit ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les institutions étatiques, notamment les gouvernements, veillent-elles à ce que les tribunaux et les administrateurs soient tenus au courant des décisions juridiques prises par les mécanismes internationaux ? Promeuvent-elles l'application du droit international relatif aux droits de l'homme dans le cadre de la juridiction exercée par les tribunaux internes ? Encouragent-elles les examens par des organes régionaux ou internationaux de droits humains ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
L'Etat a-t-il ratifié les conventions internationales pertinentes qui établissent des mécanismes de plaintes régionaux ou internationaux ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Des recours sont-ils possibles dans les cas de plaintes extraterritoriales ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les institutions étatiques sensibilisent-elles aux procédures de plaintes et autres moyens de saisir la justice dans le domaine de l'accès à l'eau et à l'assainissement ? L'Etat prend-il des mesures pour renforcer ses moyens visant à obliger les prestataires de service d'approvisionnement en eau et d'assainissement à répondre de leurs actes ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Législateurs

Les lois et règlements intègrent-ils pleinement les principes relatifs aux droits humains et le contenu normatif des droits humains à l'eau et à l'assainissement ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Existe-t-il des mécanismes pour contraindre les prestataires de services à répondre de leurs actes ? Ces mécanismes font-ils appel à des ressources externes ou sont-ils entièrement pris en charge par le prestataire de service ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les mécanismes chargés de veiller à ce que les prestataires de services rendent des comptes sont-ils planifiés et administrés par les personnes qui utilisent ces services et qui peuvent avoir besoin d'accéder à des recours ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Organes administratifs

	Oui	En cours	Non
Les organes administratifs sont-ils impartiaux et indépendants ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les responsables de la surveillance et de la responsabilisation de tous les acteurs administratifs sont-ils dûment informés des droits humains à l'eau et à l'assainissement ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Cours/tribunaux

Les tribunaux donnent-ils suite à des affaires relatives aux obligations de respecter, protéger et mettre en œuvre les droits humains à l'eau et à l'assainissement ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les tribunaux évaluent-ils de manière substantielle et proactive les politiques d'allocation de budget afin de réaliser les droits humains à l'eau et à l'assainissement pour les individus et communautés n'y ayant pas accès ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les tribunaux traitent-ils les violations systémiques des droits de l'homme à l'eau et à l'assainissement ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les personnes peuvent soumettre leur plainte aux cours de justice /tribunaux lorsque les organes administratifs manquent à prendre en considération les droits humains à l'eau et à l'assainissement et à les appliquer correctement ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Dans les litiges sur les droits et les obligations, les juges agissent-ils en arbitres impartiaux ? Imposent-ils des sanctions exécutoires et assurent-ils parfois une fonction de surveillance et de correction ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les cours statuent-elles de manière rapide, diligente, efficace, impartiale et indépendante ? Les cours respectent-elles les principes de transparence et de responsabilisation ? Les recours juridictionnels sont-ils respectent-ils les échéances fixées ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les procédures sont-elles compréhensibles ? Les informations sont-elles également disponibles dans les langues locales, y compris les langues indigènes et celles des minorités ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les arrêts comprennent-ils une explication complète de la décision sur le fond de la demande principale ? Indiquent-ils les conséquences et les réparations applicables ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les recours sont-ils efficaces, justes et applicables ? Les recours sont-ils mis en œuvre de manière adéquate ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
L'interprétation du droit national est-elle conforme au droit international ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les cours et les tribunaux sont-ils conscients de la nature et des implications du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ? La formation juridictionnelle prend-elle pleinement en compte la notion de justiciabilité du Pacte ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les tribunaux basent-ils leurs décisions sur les recommandations des institutions nationales des droits humains ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les mécanismes fournis aux personnes afin d'exercer un recours pour violations de leurs droits garantissent-ils un accès égal à tous, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation (y compris le statut socio-économique) ? Dans toute procédure judiciaire, toutes les parties sont-elles traitées sans discrimination ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Coninuation...

Continuation de cours/tribunaux...

	Oui	En cours	Non
Les tribunaux sont-ils physiquement accessibles à tous ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les instances de recours tiennent-elles compte des barrières culturelles et sociales ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les systèmes de recours promeuvent-ils l'émancipation des femmes ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les tribunaux protègent-ils la vie privée et l'anonymat des plaignants qui hésitent à saisir la justice par peur de représailles, de discrimination ou de stigmatisation au sein de leurs communautés et sociétés ou en dehors de celles-ci ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les tribunaux autorisent-ils des groupes à parler au nom des individus affectés afin que les personnes qui revendiquent des droits ne soient pas sujettes à une plus grande stigmatisation ou victimes de représailles ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les tribunaux établissent-ils des processus de surveillance afin de garantir la pleine mise en œuvre de leurs décisions ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Institutions nationales de droits humains

Existe-il une institution nationale de droits humains indépendante ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
L'institution nationale de droits humains est-elle autorisée à recevoir et statuer sur des plaintes au sujet de violations des droits économiques, sociaux et culturels ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les mandats des institutions nationales de droits humains couvrent-ils l'intégralité du cadre relatif aux droits humains, y compris les droits économiques, sociaux et culturels ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les institutions nationales de droits humains traitent-elles les violations systémiques ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les institutions nationales de droits humains surveillent-elles la mise en œuvre des recours juridiques ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Organisations non gouvernementales

Les Etats soutiennent-ils le travail des ONG dans la surveillance de la mise en œuvre effective des recours juridiques ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les Etats soutiennent-ils les ONG dans leurs efforts pour surmonter les obstacles qui empêchent les personnes d'accéder aux recours ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>



06. Liste de contrôle

Principes :
Non-discrimination et égalité

Cadres juridiques, réglementaires et politiques	
	Oui En cours Non
La constitution ou le cadre législatif prévoient-ils des dispositions spécifiques relatives à la non-discrimination et à l'égalité ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Des actions positives ou des mesures temporaires spéciales doivent-elles être prises au niveau de la constitution pour réaliser l'égalité concrète ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Les lois prévoient-elles des mécanismes de plainte pour faire en sorte que les pratiques discriminatoires soient traitées ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Les politiques ciblent-elles de manière spécifique les personnes qui n'ont pas un accès adéquat à l'eau et à l'assainissement ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Financement et budgétisation	
Accorde-t-on la priorité aux régions et groupes de population qui manquent d'accès aux services ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Les rapports financiers révèlent-ils un effort financier soutenu de la part du gouvernement ayant pour but que les communautés les plus marginalisées et difficiles d'accès soient capables de réaliser leurs droits humains à l'eau et à l'assainissement ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Les tarifs sont-ils calculés de manière à garantir l'accessibilité pour tous les usagers individuels ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Existe-il des régimes d'impôts progressifs afin d'augmenter les recettes fiscales destinées aux services d'eau et d'assainissement sans toutefois imposer une charge excessive aux personnes vivant dans la pauvreté ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Planification	
Est-ce que les stratégies et plans accordent la priorité à l'accès de base, et se concentrent sur la réalisation progressive de l'accès à des services d'eau et d'assainissement sûrs et durables pour tous, tout en éliminant les inégalités ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Les stratégies et les plans s'attaquent-ils aux inégalités relatives au cadre de vie, telles que celles dont sont victimes les communautés vivant dans des zones rurales, des habitats informels ou des bidonvilles ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Identification des objectifs	
Les individus et groupes défavorisés ont-ils été identifiés ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Le processus d'identification des groupes et individus défavorisés a-t-il été inclusif et participatif ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Les obstacles et les raisons du manque d'accès ont-ils été compris et traités ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Des objectifs spécifiques ont-ils été fixés pour les groupes défavorisés ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Des objectifs ont-ils été fixés pour éliminer les inégalités d'accès ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>

Surveillance	
	Oui En cours Non
Les données sont-elles ventilées par motif sur lequel il est interdit de fonder une discrimination ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Existe-t-il un suivi des objectifs concernant des groupes spécifiques de la population ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Les efforts effectués pour réduire les inégalités sont-ils mesurés, y compris l'allocation ciblée de ressources ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Existe-t-il un suivi de l'évolution des inégalités ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Sensibilisation	
Existe-t-il des campagnes de sensibilisation et de plaidoyer afin d'identifier et de combattre la discrimination, la stigmatisation et les stéréotypes, y compris parmi les autorités locales, les ministères, le pouvoir judiciaire, les organes de régulation et la société civile ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Les personnes victimes de discrimination, de stigmatisation et des stéréotypes ont-elles la possibilité de participer à l'élaboration de mesures visant à traiter ces problèmes ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
L'éducation en matière de droits humains, mettant l'accent sur la non-discrimination et l'égalité, fait-elle partie des programmes scolaires ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>



07.

Liste de contrôle

Principes :

Accès à l'information

Acteurs étatiques	
	Oui En cours Non
Existe-t-il une disposition constitutionnelle ou une loi nationale sur le droit à l'information ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Cette disposition ou cet instrument inclue-t-il les caractéristiques suivantes :	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
le droit de poser une demande d'information sans avoir à prouver d'intérêt juridique à l'égard de cette information ;	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
le devoir des organes concernés de répondre, de même que l'obligation d'établir des procédures et des délais pour le traitement des demandes d'informations ;	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
un ensemble limité de dispenses permettant de refuser la divulgation de certaines informations, tant que l'intérêt public n'en requiert pas la révélation ;	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
des mécanismes de recours internes ;	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
des mécanismes de révision externes indépendants et / ou	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
l'exigence que les organes publics publient de manière proactive certaines informations importantes ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Est-ce que tous les individus sont en mesure de demander toutes les informations détenues par un organisme public, dont les branches exécutive, législative et judiciaire de l'Etat, ainsi que par les entreprises publiques et les organismes financés par des fonds publics ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Les organismes publics sont-ils tenus par la loi de publier ou de diffuser les informations, ainsi que de répondre aux demandes ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Existe-t-il des mesures d'encouragement et des sanctions à l'égard des responsables chargés de faciliter l'accès à l'information ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Le grand public a-t-il été sensibilisé sur ses droits et sur la manière de les exercer ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Les coûts associés aux demandes d'informations sont-ils économiquement accessibles ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Les réunions des organismes publics sont-elles ouvertes au public ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Les lois contraires au principe de divulgation maximale ont-elles été amendées ou modifiées ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Les personnes qui publient des informations sur des méfaits (dénonciateurs) sont-elles protégées contre toute sanction juridique, administrative ou mettant en péril leur emploi ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Continuation...	

Continuation de Acteur étatiques...	
	Oui En cours Non
Les informations sur l'environnement et / ou sur la santé, sur les politiques et les mesures prises sont-elles rendues publiques ? Sont-elles transmises immédiatement aux personnes directement concernées ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Les personnes sont-elles informées de l'existence et de l'utilisation possible des cadres relatifs au droit à l'information, ainsi que de la fourniture de données sur l'eau et l'assainissement ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Existe-t-il des formations au sein de l'administration publique visant à encourager une culture d'ouverture et de transparence ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Une documentation promotionnelle, notamment des manuels, des directives, des campagnes d'information en partenariat avec les médias et les organisations de la société civile, a-t-elle été élaborée afin d'informer les individus sur le cadre de l'accès à l'information ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
L'information est-elle diffusée par le biais des principaux médias et d'autres moyens de radiodiffusion communautaires ? L'information est-elle simple à utiliser, culturellement adaptée et traduite dans toutes les langues et dialectes nécessaires ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Acteurs non étatiques remplissant des fonctions publiques ou percevant des fonds publics	
Le cadre juridique national permet-il à tous de requérir des informations auprès d'entités privées remplissant des fonctions publiques ou percevant des fonds publics ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Le cadre juridique national donne-t-il à tous le droit de requérir des informations sur l'eau et l'assainissement détenues par des prestataires de services ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>
Entreprises	
Le cadre juridique national exige-t-il des entreprises, dont les opérations ou le contexte dans lequel elles opèrent entraînent des risques pour les droits humains, qu'elles informent des conséquences éventuelles sur les droits humains ?	<input type="radio"/> <input type="radio"/> <input type="radio"/>



08.

Liste de contrôle

Principes :

Le droit à la participation

Acteurs étatiques

Institutionnaliser la participation

	Oui	En cours	Non
Est-ce que la participation active, libre et significative est reconnue comme un droit humain dans la législation nationale, et est-elle garantie à tous les niveaux du processus décisionnel, y compris dans le cadre de l'élaboration des lois, des politiques, des budgets, de la fourniture de services d'eau et d'assainissement ainsi que de sa surveillance ? Ce droit est-il justiciable ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
L'Etat a-t-il ratifié des instruments internationaux et régionaux garantissant le droit humain à la participation et les mécanismes de recours associés ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les personnes vraisemblablement concernées par les plans ou les investissements prévus ont-elles la possibilité de participer de manière significative à la planification ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les coûts des processus participatifs sont-ils prévus dans la conception initiale des mesures ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Assurer les processus d'inclusion

Les individus et groupes marginalisés ont-ils été identifiés et inclus dans le processus de participation ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Existe-t-il des mesures pour surmonter les obstacles existants à la participation de tous ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Existe-t-il des espaces de discussion libres pour les groupes marginalisés ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les individus et groupes invités aux consultations ont-ils été identifiés de manière transparente, précise et réfléchie ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Assurer la participation active, libre et significative

Les personnes ont-elles accès aux informations relatives à la participation ? Ont-elles la possibilité de définir les modalités de leur participation ainsi que l'ampleur des questions à traiter et les règles de procédure ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Des mesures concrètes ont-elles été mises en place pour garantir l'affranchissement de la participation de toutes formes de coercition directe ou indirecte, d'incitation, de manipulation ou d'intimidation ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les processus participatifs permettent-ils vraiment aux personnes d'influencer les décisions ? Des mesures concrètes à cet effet ont-elles été mises en place ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Prestataires de services

	Oui	En cours	Non
Les prestataires de services sont-ils obligés de s'engager dans des processus participatifs actifs, libres et significatifs vis-à-vis des types de services qu'ils fournissent ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Ces processus sont-ils inclusifs ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Ces processus sont-ils supervisés ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Organisations internationales, donateurs bilatéraux et multilatéraux

Les organisations internationales, les donateurs multilatéraux et bilatéraux incluent-ils la participation comme une exigence obligatoire à la réalisation des projets / interventions dans les pays bénéficiaires ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Veillent-ils à ce que les conditions imposées à ces pays ne contournent pas les processus participatifs ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>



09.

Liste de contrôle

Principes :

Durabilité et non-régression

Acteurs étatiques

	Oui	En cours	Non
La planification est-elle intégrée et coordonnée entre différents ministères, départements et organismes ? A-t-elle pour objectif une couverture de services durable et universelle ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les ressources financières et institutionnelles nécessaires sont-elles attribuées au fonctionnement et à la maintenance des services ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Pendant les périodes de croissance, planifie-t-on la résilience en temps de crise ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Lors de l'adoption de mesures d'austérité, accorde-t-on suffisamment d'attention à la protection des droits humains et surtout aux individus et groupes défavorisés ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les contrats de participation du secteur privé tiennent-ils compte des exigences à long terme relatives au fonctionnement et à la maintenance ? Les recettes sont-elles réinvesties dans la maintenance et l'extension de la fourniture de services ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les services d'eau et d'assainissement sont-ils économiquement accessibles à tous, y compris à ceux qui vivent dans la pauvreté, et les fonds perçus suffisent-ils pour entretenir, améliorer et étendre les systèmes ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Les choix faits en termes de technologie sont-ils adaptés ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Existe-t-il des mécanismes de surveillance et d'obligation de rendre des comptes afin de résoudre le problème des pratiques non durables et régressives ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Donateurs

La coopération internationale concernant la fourniture de services d'eau et d'assainissement contient-elle des stratégies assurant leur durabilité, leur bon fonctionnement et leur maintenance ?	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
---	-----------------------	-----------------------	-----------------------

Crédits photographiques :

Page 4 Un homme se lave avec l'eau propre à une pompe à main, bidonville de TT, Dhaka, Bangladesh, 2011. WaterAid/GMB Akash/Panos.

Page 10 Esther Lucius récolte du paprika de son jardin, village de Wilson, district de Machinga, Malawi. WaterAid/Layton Thompson.

Page 14 L'écolière Lasmi Tarami boit de l'eau potable à un point d'eau installé par WaterAid à Lamidamar, Surkhet, Népal, janvier 2012. WaterAid/GMB Akash.

Page 20 Un homme entre dans une latrine, village d'Adone, district de Ta Oi, République démocratique populaire lao, 2012. UNICEF/NYHQ2012-1880/.

Page 24 Une propriétaire du salon de thé prépare du thé, village de Kaniche, Malawi, mars 2012. WaterAid/Kate Holt.

Page 30 Une jeune fille essore une serviette au robinet extérieur du centre préscolaire Ban Pho, district de Bac Han, province de Lao Cai, Vietnam, 2009. UNICEF/NYHQ2009-0237.

Page 34 Des brosses à dents et du dentifrice dans un centre de développement de la petite enfance, communauté Minero, département de Santa Cruz, Bolivie. UNICEF/NYHQ2008-1602/.

Page 38 Des prélèvements d'eau pour un test de qualité à l'un des 12 puits d'Akondromena, district de Miandrivazo, région de Menabe, Madagascar, février 2014. WaterAid/Ernest Randriarimalala.

Page 42 Une femme verse de l'eau dans un jerrycan à la source d'eau au village de Maru, île de Pura, district d'Alor, Nusa Tenggara dans l'est en Indonésie, 21 novembre 2007. UNICEF/IDSA2010-00528/.



Introduction



Cadres



Financement



Services



Surveillance



Justice



Principes



Listes de contrôle



Sources